
Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique qu'il y aura un soutien à la mise en œuvre des approches inclusives pour les jeunes en situation de handicap afin d'accroître leur autonomisation, à travers l'accès à la formation et l'inclusion dans les activités économiques. La rétention des jeunes en situation de handicap ayant des besoins spéciaux sera un focus dans le cadre des activités de formation professionnelle.

Réduction des inégalités

En termes de réduction des inégalités, l'unité nationale à laquelle aspire le Tchad à l'horizon 2030 est celle où il n'y aura pas de discriminations et d'inégalités sociales et/ou spatiales entre les communautés et les groupes les plus vulnérables. Cependant, 42% des Tchadiens et Tchadiennes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ces populations pauvres se trouvent essentiellement en milieu rural (89%) et vivent de l'agriculture (65% de leur revenus).

En se concentrant sur l'électrification rurale en général et sur les villes secondaires et leurs bassins ruraux dans le corridor NBMS en particulier, l'Action atteint des groupes de population touchés par la pauvreté et contribue à la réduire. Elle ciblera les ménages vulnérables des communautés des villes secondaires et rurales afin d'augmenter leur accès à l'énergie. En plus, en améliorant l'électrification des entreprises, elle contribuera à renforcer le secteur privé agroalimentaire ce qui permettra, à moyen terme, d'augmenter leurs revenus. Par conséquent, la note du Marqueur Inégalité, sera I-1.

Démocratie

L'Action contribue à améliorer la concertation et la coordination entre les acteurs du secteur de l'énergie aux niveaux national, régional et local, ainsi qu'à élargir la participation des acteurs non étatiques et des groupes d'intérêt concernés aux processus politiques. Il renforce en outre les capacités de planification des institutions étatiques. Il encourage également la participation des acteurs du secteur privé dans le secteur de l'énergie.

Dans ce sens, l'action impulsera dès le premier moment des démarches visant l'amélioration des échanges d'information au sein du secteur privé et avec le secteur public, la coordination entre les acteurs du secteur publique et le plaidoyer auprès du Ministère en charge de l'énergie vers une pre-structuration sectoriel incluant les acteurs privés, publiques et PTFs.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Les conflits d'usages des terres en général et agro-pastoraux en particulier sont considérés comme parmi les principaux éléments de conflit et des violences dans les zones rurales du Tchad. L'action ne devra pas aggraver le risque de ce conflit, en intégrant de modalités complémentaires entre les mécanismes locaux de gestion de conflits, et les approches d'application de la loi à travers les institutions.

L'inclusion socio-économique et politique de la jeunesse reste un enjeu majeur pour la stabilité du Tchad. La fracture intergénérationnelle combinée à l'augmentation actuelle des conflits intercommunautaires, sont deux facteurs principaux de crise dans le court terme au Tchad. Ces facteurs sont aussi liés à la fragilité structurelle de l'État pour assurer ses fonctions régaliennes de provision des services sociaux de base, y compris l'accès à l'électricité.

Il y a une forte proportion de personnes vulnérables sur le plan socioéconomique dans les zones touchées par l'insécurité ou avec un nombre élevé de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur du pays. En améliorant l'accès aux services énergétiques, l'Action contribuera à l'amélioration des conditions de vie de la population vulnérable et, par conséquent, à la stabilisation de la région.

Réduction des risques de catastrophes

Au cours des 30 dernières années, le Tchad a fait face à plus de 40 catastrophes liées à des aléas naturels. Les événements climatiques qui engendrent des risques pour la réalisation des résultats de l'Action sont les alluvions